

Paris, le 15 janvier 2019

## **- Grand débat national - Communiqué de la Confédération des MJC de France à destination du réseau**

Le Président de la République donne aujourd'hui le coup d'envoi officiel du grand débat national qu'il annonçait le 10 décembre 2018. Au moment même où se débat est lancé, nous observons des postures de défiance. Nous ne contribuerons pas au débat « *pour ou contre le grand débat national* » !

Les MJC, qui portent au cœur de leur projet la conquête de la citoyenneté pour toujours plus de démocratie ne peuvent que se réjouir d'un débat autour d'enjeux de société.

### **Faire vivre la démocratie au quotidien**

Aussi, nous invitons toutes les MJC de France à ouvrir leurs portes afin de garantir des débats sereins et fructueux tels que nous savons les animer dans notre projet d'éducation populaire.

S'il nous appartient d'être vigilant à toutes formes d'instrumentalisation qu'elle soit gouvernementale, politicienne, ou encore dans des collectifs aux visages parfois flous... nous souhaitons rappeler notre rôle de corps intermédiaire dans le fonctionnement d'une démocratie qui devrait permettre de sortir des impasses par le dialogue et en condamnant toutes formes de violences.

Par ailleurs, que les débats citoyens animés dans des MJC s'inscrivent dans le cadre posé par le gouvernement ou qu'ils sortent de ce cadre au niveau des thématiques abordées, il appartient à chacun de se préoccuper de la remontée d'informations pour que les expressions multiples soient visibles et lisibles. De ce point de vue, nous invitons les MJC à travailler avec nos partenaires habituels de proximité que sont les élus des communes.

### **Œuvrer pour l'intérêt général**

En ce qui concerne les enjeux du débat, la Confédération des MJC de France se retrouve pleinement dans le communiqué du Mouvement Associatif du 7 décembre 2018 : « *Face aux indignations, l'urgence d'une France plus juste et plus solidaire* ».

*Extrait : « La crise sociale qui traverse aujourd'hui notre pays est aussi une crise de notre démocratie. C'est celle d'un accroissement des inégalités de tout genre devenues insupportables à une partie importante de nos concitoyens.*

*Cette situation, qui dure depuis plusieurs années, aggrave la perte de confiance de la population, que nous constatons sur le terrain au quotidien. Elle nourrit le sentiment d'une injustice de plus en plus inacceptable, notamment en matière fiscale, et renforce la défiance dans les institutions. Elle fissure tous les jours un peu plus la cohésion sociale et accroît le sentiment que chacun est laissé seul face à lui-même et à son destin.*

*Si la contestation de la fiscalité écologique a été à l'origine du mouvement actuel, elle questionne avant tout la justice sociale, condition indispensable à la mise en place d'une transition écologique solidaire » - Le Mouvement Associatif*

Nous souhaitons que la volonté du gouvernement aille au-delà d'une simple consultation et que les débats fassent émerger des propositions concrètes dont le traitement et la mise en œuvre devraient de notre point de vue privilégier l'intérêt général pour une société plus juste et plus solidaire.